

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère

 GPER <small>GROUPEMENT PRÉVENTION ET ÉVALUATION DES RISQUES</small> Groupement Prévention et Evaluation des Risques	Service Prévention Nord (Brest-Morlaix) Tel : 02 98 34 56 43 ou 55 29	Service Prévention Sud (Quimper-Chateaulin) Tel : 02 98 10 31 82 ou 31 81
	✉ : grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr	

Dossier suivi par le Capitaine Raphaël LE BRAS

**Procès-verbal de visite périodique
Établissement recevant du public de 2^e catégorie**

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest a visité l'établissement
le 5 mai 2023

Dénomination	UBO - I.U.T - A (Bâtiment A - B)	
Adresse	Rue De La Grandière 29200 BREST	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	02290.A	
Classement	Types : R – N - W	Catégorie : 2 ^e

Téléphone	02 98 01 60 22
Propriétaire	UBO
Exploitant	Monsieur OLIVARD Pascal (Président UBO)
Responsable unique	Monsieur LE BOLC'H (directeur du site)

En application des articles R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

A Textes réglementaires applicables

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R

B Historique – Dérogations

Date	Événement	Observation
15/06/2021	Procès-verbal de visite périodique.	Favorable
06/06/2017	Procès-verbal de visite périodique.	Favorable

Date	Historique des demandes et dérogations	Observation
07/10/2021	Procès-verbal d'étude - AT0290192100117 Réaménagement des volumes du niveau B -1.	Favorable
22/04/2021	Procès-verbal d'étude - AT0290192100043 Remplacement de la centrale incendie sur les bâtiments A, B, C, D et E.	Favorable

Historique des demandes et dérogations

06/10/2011

Avis favorable de la sous-commission départementale incendie du 06/10/2011 relatif à la dérogation de degré de stabilité au feu de la structure métallique de la galerie couverte créée dans le cadre de ce permis. En regard de l'article CO12 cette stabilité doit être de 1/2h. En raison de contraintes techniques, cette stabilité présentera en fin de réalisation un degré estimé à 1/4h.

En compensation à cette faiblesse de stabilité, le maître d'ouvrage (UBO) propose la mise en œuvre de détecteurs automatiques incendie dans la galerie (circulation et plénum) reliés au système de sécurité incendie de catégorie A du bâtiment.

La temporisation de déclenchement de l'alarme incendie actuellement de 300 secondes doit être ramenée à 0 seconde.

25/11/2010

Dérogation n°2

Avis favorable au maintien du principe d'alimentation de l'éclairage de sécurité à savoir :

Zone A : blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES),

Zone B : blocs d'éclairage de sécurité alimentés par une source centrale.

Dérogation n°3

Avis favorable au maintien du principe d'alimentation électrique constitué de 2 TGBT, à savoir:

Zone A : 1 TGBT alimenté à partir d'un TG implanté au bâtiment D,

Zone B : 1 TGBT alimenté à partir d'un TG implanté au bâtiment D.

28/06/2012

Dérogation n°1

« Parois vitrées toutes hauteurs se trouvant à l'entrée des salles de cours PF 1h => système de sécurité de catégorie A dans tous les locaux du projet ». Absence de PV ???

Dérogation n°2

« Absence de désenfumage pour les locaux aveugles : 124, 117, 132, 130 => de multiples issues seront prévues en périphérie de la salle permettant d'accéder soit au dégagement, soit à la façade accessible ».

Dérogation n°3

« Dépassement de la distance maximale à parcourir supérieure à 40m pour les 120 et 129 => voie échelle sur la façade Nord avec baies accessibles (châssis pompier) donnant directement dans ces salles. Les portes d'accès seront munies intérieurement de boutons moletés ».

Dérogation n°4

« Le maître d'ouvrage souhaite changer la conception des blocs d'éclairages de sécurité de source centrale à blocs autonomes sur le long terme. Le remplacement des blocs d'éclairage de sécurité hors zones de travaux sera réalisé dans un futur réaménagement des autres niveaux. »

16/05/2013

Dérogation n°1

« L'absence d'un dégagement dans le sas B007 (effectif de 19+19 personnes)

=> Ce sas prévu à titre pédagogique n'est qu'un prolongement du dégagement. Il est conçu simplement afin d'éviter les confusions entre les salles et le dégagement ».

Dérogation n°2

« Absence de désenfumage pour les locaux aveugles : B 001 C, salle d'étuve de 17.1m² et B 015 A, salle commune de 14m².

=> de multiples issues seront prévues en périphérie de la salle permettant d'accéder, soit au dégagement, soit à la façade accessible ».

19/02/2015

Dérogation n°1

La conservation de la porte DAS existante se trouvant entre le dégagement BOP1 et BOP 2. Ceci modifiant la distance entre les deux portes DAS du dégagement BOP1 et BOP2 de 30, 35m au lieu de 29,95m, prévu initialement (pour mémoire, ce dégagement possède une sortie directe sur l'extérieur).

Dérogation n°2

La réduction des unités de passage du dégagement BOP2 au dégagement BOP3.

Initialement prévu de 4 up afin d'être identique au passage existant avant travaux, ce passage sera réduit à 3 up. Après étude, cette issue permet de faire évacuer une partie de l'effectif venant des étages par un escalier de 2up, et une partie des effectifs du RDC de la phase B venant du dégagement BOP1. (Pour mémoire, le dégagement BOP1 possède une sortie directe sur l'extérieur et l'escalier du SAS BOP2 évacue également au RDC Bas).

Dérogation n°3

La suppression des EAS des SAS B1P1 et B1P4 au R+1.

Le dégagement principal du R+1 du bâtiment B est sectorisé en 4 parties (B1P1 à B1P4), chacune séparée de l'autre par des portes DAS CF1/2h, permettant, en cas de problème, d'évacuer d'un espace vers un autre. De plus, l'accès entre le SAS B1P1 et le bâtiment A permet au PMR d'évacuer le bâtiment.

C Description sommaire

Descriptif

Bâtiment A/B	
La description ci-dessous est basée sur la connaissance de l'existant, les éléments contenus dans les dossiers PC 029 019 11 00088 PO et M1	
Présentation	Bâtiment A/B constitué de deux zones : <ul style="list-style-type: none"> ○ zone A (ex bâtiment A) : ○ zone B (ex bâtiment B)
Isolement Tiers	*Bâtiment A/B isolé des autres bâtiments du site. *Une galerie technique en vide sanitaire : communication entre la zone A et la zone B, isolée par des blocs-portes CF1/2h. *Appartement de fonction en extrémité de la zone A isolé par mur CF 1h.
Chauffage	Chauffage central par distribution d'eau chaude à partir d'une sous-station implantée au sous-sol de la zone B.
SSI	*SSI.A commun à l'ensemble des bâtiments du site : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ ECS à l'accueil du bâtiment A/B - zone A ; ⇒ 1 UGA pour le bâtiment A/B : pas de temporisation ; ⇒ DAI dans locaux à risques (réserves) et le hall Rdc zone A ; ⇒ Compensation à la faiblesse de stabilité de la galerie couverte entre zone A et zone B : <ul style="list-style-type: none"> • mise en œuvre de détecteurs automatiques incendie dans la galerie (circulation et plénum) reliés au système de sécurité incendie de catégorie A du bâtiment, • temporisation de déclenchement de l'alarme incendie à 0 seconde ; ⇒ fermeture des portes asservies à T0 dès sollicitation d'un détecteur automatique ou action sur un BDM ; ⇒ Flash lumineux dans les sanitaires (GN 8). 3 niveaux SSI : gardiennage.
Alerte	Téléphone urbain.
Plan	*Plan d'intervention. *Plans d'évacuation affichés.

Zone A (ex bâtiment A)	
Présentation	*Zone à usage d'administration et de cafétéria. *3 niveaux : => Rdc haut, 1 ^e étage : administration, => Rdc bas : cafétéria.
Desserte	Deux façades accessibles, une voie échelle.
Structures	Béton.
Couverture	Toiture terrasse surmontée d'une couverture zinc.
Façade	3 portes battantes automatiques dotées d'un ouvre porte énergie électrique, répondant aux dispositions de l'article CO48.

Zone cuisson	Office au Rdc bas, énergie électrique, puissance inférieure à 20kw.
Ventilation	*Cafétéria : 1 CTA, clapet CF locaux techniques. *Sanitaire : 1 VMC, extracteur C4 implanté en faux plafond sanitaire étage alimenté en CR1 en amont du TGBT.
Moyen de levage	1 ascenseur (alimentation en câble CR1) dessert les 3 niveaux.
Electricité	1 TGBT au Rdc.
Eclairage de sécurité	Blocs autonomes.
Moyens extinction	Extincteurs.

Zone B (ex bâtiment B)	
Présentation	*Zone à usage d'enseignement. *7 niveaux : Rdc bas, Rdc haut, 4 étages, 1 sous-sol partiel + vide sanitaire.
Desserte	Deux façades accessibles, une voie échelle.
Structures	Béton.
Couverture	Toiture terrasse surmontée d'une couverture zinc.
Distribution intérieure	*Cloisonnement traditionnel dans les zones laboratoires. *Compartimentage pour les niveaux avec locaux d'enseignement général.
Locaux risques	<p>PC 029 019 12 00088 M1</p> <p><u>Importants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Local stockage de produits dangereux (extérieur) <p>Local contigu à la façade NO : Paroi d'isolement CF 2h et façade grillagée (1 bouteille hélium, 4 azote, 2 acétylène, 1 hydrogène, 1 CO2)</p> <p><u>Moyens</u></p> <p>Etage :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local stockage de produits dangereux (local n°B113) (capacité équivalente C = 51l / Article R10) Réserves (B115) Ménage B106 TGBT (B104) <p>Rdc haut :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local déchets (B 027) Local réserve (B 023) TGBT (B021) Local réserve (B 017) Ménage (B 013) TGBT (B 004) <p>Sous-sol :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local de reprographie et de stockage
Informations liés aux dégagements	Locaux dans le volume d'enclousonnement des cages d'escalier. Ces locaux sont isolés par bloc porte CF 1/2h équipé de FP.
Désenfumage escaliers	Par exutoires de fumée commande pneumatique/câble.

Gaz utilisé	<p>Le réseau de distribution en gaz naturel a été déposé en 2015 suite aux travaux de réhabilitation.</p> <p>La distribution gaz spéciaux est assurée depuis un local extérieur.</p> <p>*Hydrogène et acétylène</p> <p>*Azote -> salle de TP.</p>
Ventilation	<p>PC 029 019 12 00088 M1</p> <ul style="list-style-type: none"> Centrale de traitement d'air pour les locaux équipés de hottes à flux laminaires au R+1 (Local B007A, B007B, B007C, B001A, B 001C et B001 B) <p>CTA 3845m³/h placée au R+1</p> <p>Conduits sous gaines coupe feu en sortie des salles desservies</p> <ul style="list-style-type: none"> Ventilation mécanique contrôlée simple flux pour le Rdc et sous sol Ventilation mécanique contrôlée simple flux pour le local 121 « Sorbonnes » au Rdc (volets à lamelles en façade)
Eclairage de sécurité	Blocs de sécurité sur source centrale.
Moyen de levage	1 ascenseur dans la cage d'escalier centrale.
Moyens extinction	Extincteurs.
Dispositions GN8	Mise en place de zones protégées (Art CO 57)

D Calcul des effectifs – Classement – Dégagements

Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 – GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

* Zone A

- zone administrative : 33 personnes
- cafétéria : 150 personnes

*Zone B : 680 personnes (Déclaration d'effectifs du maître d'ouvrage en date du 03/12/2020)

Niveau	Désignation du local	Article	Mode de calcul	Effectif Public + personnel	Effectif Total
Étage 4	Niveau	R2	Déclaration	140	
Étage 3	"	"	"	140	
Étage 2	"	"	"	130	
Étage 1	"	"	"	130	
	"	"	"	120	
				20	
Effectif total zone A					680

Classement

Types : R – N - W	Catégorie : 2^e
--------------------------	----------------------------------

Dégagements

Zone B

Niveau	Désignation du local	Effectif	Nombre de sorties réglementaires	Nombre de sorties réelles	Nombre UP réglementaires	Nombre UP réelles
Étage 4	Niveau	140	2	3	3	6
Étage 3	Ensemble niveaux 3 et 4	280	2	3	4	6
Étage 2	Ensemble niveaux 2, 3 et 4	410	2	3	6	6
Étage 1	Ensemble niveaux 1, 2, 3 et 4	540	3	3	6	6
Rdc	Niveau + 1/3 niveaux supérieurs	300 (120 +180)	2	2	4	6 + 1 acc

E Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...).

Désenfumage	Date	Contrôleur	Observation
Naturel DF 10 (annuelle par un TC)	09/01/2023	Régie	/

Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
Clapets d'isolement (conduits aérauliques) CH 58 (annuelle par un TC)	09/2020	Régie	/
Ventilation de confort (filtres, DAD) CH 58 (annuelle par un TC)	02/2023 04/2023	Régie Hervé Thermique	/
Ventilation mécanique contrôlée CH 58 (annuelle par un TC)	2023	Régie	/

Installations de gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés	Date	Contrôleur	Observation
Gaz spéciaux	28/03/2022	AIR LIQUIDE	/

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
Sécurité du public EL 19 (annuelle par un TC)	18/11/2022	Bureau VERITAS	/
Sécurité des travailleurs EL 4 (annuelle par un TC)			
Eclairage (normal, sécurité, remplacement) EC 15 (annuelle par un TC)			

Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants	Date	Contrôleur	Observation
Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants AS 8 (contrat par un TC)	2023 01/04/2022	OTIS SOCOTEC	Contrat /
Ascenseurs AS 9 (quinquennale par un OA)	06/01/2019	SOCOTEC	/

Moyens de secours contre l'incendie	Date	Contrôleur	Observation
Extincteurs MS 73 (annuelle par un TC)	07/04/2023	EUROFEU	/
SSI catégorie A ou B MS 68 (annuelle – contrat par un TC)	17/04/2023	SIEMENS	/
SSI catégorie A ou B MS 73 (triennale par un OA)	06/03/2020	SOCOTEC	Obs. levées

OA : Organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur
TC : Technicien compétent

En application de l'article GE 7, les vérifications techniques doivent être effectuées par des personnes ou des organismes agréés dans les établissements des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories, à la construction et pour tous travaux soumis à permis de construire, ainsi que pour les travaux d'aménager ou de modifier un établissement recevant le public.

Autres documents présentés lors de la visite de réception

- **Remplacement de la centrale SSI - AT0290192100043**
 - Rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par SOCOTEC en date du 06/05/2022 et référencé 210316800000064 (sans observation)
- **Réaménagement des volumes du niveau B -1 - AT0290192100117**
 - Rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par SOCOTEC en date du 15/03/2023 et référencé 210316800000112 (sans observation)

F Exploitation

Affichage des plans des locaux
Affichés.
Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières
Formalisées et affichées.
Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)
Actions de formation : Formation des nouveaux arrivants (enseignants ou non enseignants) qui se déroule sur trois heures au niveau de l'UBO. A l'issue de cette séquence, chaque personne reçoit une formation sur les consignes spécifiques liées à son lieu de travail. Un livret d'accueil propre à chaque département est établi. 11 personnes formées.

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Organisée.

Registre de sécurité (R 123-51) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier:

- l'état du personnel chargé du service d'incendie
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu.
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

G Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Arrêt d'urgence électrique	Fonctionnel
Éclairage de sécurité	Fonctionnel
Issues de secours	Manœuvrables et praticables
Détection incendie	<ul style="list-style-type: none">• déclenchement des portes de recoupement• déclenchement de l'alarme
Alarme incendie	Audible

H Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité, hormis :

- **Remplacement de la centrale SSI - AT0290192100043**
- **Réaménagement des volumes du niveau B -1 - AT0290192100117**

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

I Prescriptions

Au terme de la visite, le groupe de visite a proposé un avis favorable à la poursuite d'activité de l'établissement.

Prescriptions à exécuter

- **Procès-verbal de visite du : 06/06/2023**

N°1 Entretien des installations – (article R 143-34 du CCH)

Procéder aux opérations d'entretien et de maintenance des installations et notamment :

- Ferme-porte hors service pour le bloc-porte de l'escalier encloisonné donnant accès à la salle des enseignants.

N°2 Mesure d'amélioration – (articles R123-41 du CCH et CO 53 §3)

Installer un ferme-porte sur la porte du local B 422 (local à risque courant donnant sur l'escalier encloisonné (local assujetti à l'arrêté du 23 mars 1965).

N°3 Mesure d'amélioration – (articles R123-41 du CCH et CO 53 §4)

Supprimer le stockage actuellement présent dans le local B 432. Ce local doit être affecté à un usage correspondant à un « local à risque courant ».

J Avis

Dénomination	UBO - I.U.T - A (Bâtiment A - B)	
Adresse	Rue De La Grandière 29200 BREST	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	02290.A	
Classement	Types : R – N - W	Catégorie : 2 ^e

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest

émet, en date du mardi **06 juin 2023** après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie,
un avis

Favorable – Défavorable (1)
à la poursuite de l'activité de l'établissement

Favorable – Défavorable (1)
à l'a réception des travaux liés à l'AT0290192100043
Remplacement de la centrale SSI

Favorable – Défavorable (1)
à l'a réception des travaux liés à l'AT0290192100117
Réaménagement des volumes du niveau B -1

(1) rayer la mention inutile

Compte tenu que l'établissement ne comporte pas de locaux d'hébergement, que la visite périodique précédente, effectuée dans les délais réglementaires, a conclu par un avis favorable à la poursuite de son exploitation,

La Présidente de la Commission,



Carine LE GALL

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée – article R 143-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Etablissements Recevant du Public.